

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord



**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 14 au 27 janvier 2013 – n°115**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

La lutte des classes de retour dans le débat

Le sondage que l'Humanité de mercredi 9 janvier publie jette un sacré pavé dans la mare. 64% des Français estiment que la lutte des classes est une réalité aujourd'hui, soit près de 25% de plus qu'en... 1964! On a tellement glosé sur la disparition de la classe ouvrière; tellement caché combien la précarisation du travail a aggravé la dépendance des salariés vis-à-vis des employeurs; tellement traité de ringards celles et ceux qui n'ont cessé de dénoncer l'énorme captation de richesses opérée par les propriétaires de capitaux sur les travailleurs... que le résultat de ce sondage peut surprendre jusqu'aux militants les plus aguerris.

Ils seront pourtant heureux de constater que l'opinion publique se range du côté des résistants qui continuent de dire et de lire la politique à partir et à travers la lutte des classes. Karl Marx disait que «l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes». Le siècle a changé, l'économie s'est mondialisée, complexifiée, mais aujourd'hui, plus encore depuis l'écllosion de la crise de 2008, il existe bien des classes sociales dont les intérêts sont antagonistes. N'en déplaise à Jérôme Cahuzac, ministre délégué au Budget, qui a avoué tout de go face à Jean-Luc Mélenchon lundi soir, n'y avoir «jamais cru». Retrouver cette grille de lecture permettrait pourtant de battre en brèche bien des idées reçues, à commencer par celle qui consiste à croire que la France a un problème de coût du travail alors que le plus gros manque à gagner financier provient du coût exorbitant du capital.

Les premiers à prouver que la lutte des classes est pleinement d'actualité, ce sont les riches eux-mêmes. Une fois n'est pas coutume, rendons-leur hommage! À force de défendre leurs privilèges en toutes circonstances, et ce en dépit de l'explosion des inégalités sociales qui creusent le lit de la pauvreté, les capitalistes prennent le risque de scier la branche sur laquelle ils sont assis. Parmi eux, en digne représentant des milliardaires décomplexés, l'Américain Warren Buffett a avoué, il y a quelque temps déjà: «Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner.» Laurence Parisot y croit dur comme fer. Dans l'affrontement social, elle cogne dur. Plutôt que d'en rabattre avec la crise, le patronat en rajoute et veut écrire sa «fin de l'histoire». Alors que la financiarisation de l'économie a provoqué une des pires crises de l'histoire, les responsables de ce chaos économique sont en train de devenir les hyper-riches du monde contemporain. Selon le dernier indice des milliardaires compilé par Bloomberg, 2012 a été une année très faste. Les 100 plus grosses fortunes mondiales ont augmenté leur patrimoine de 241 milliards de dollars.

Le regain de conscience de classes s'ancre dans ce sentiment d'injustice. «Eux», les riches, sont toujours épargnés, alors que les peuples, les salariés, qui ne sont en rien responsables de la crise économique, doivent payer les pots cassés et se voient décrocher. Ce sentiment fut aussi un des marqueurs de l'élection présidentielle. La gauche a été élue sur la promesse du redressement dans la justice. Mais que vaut cette idée si elle est pensée en dehors de l'affrontement de classes?

Prenez le lourd dossier des négociations sur la «sécurisation de l'emploi». Voulu par le chef de l'État en personne et lancé en octobre, le chantier avait pour but que patronat et syndicats parviennent à un accord «historique». Seulement voilà. Jamais avare dans la définition mécanique des intérêts de sa caste, la patronne du Medef, Laurence Parisot, a quasiment bloqué toute discussion sur la base même du périmètre de ladite négociation, à savoir la «sécurisation de l'emploi», qui n'en a plus que le nom ou presque, dévoyant son sens initial. Dans leur guerre de classe menée de longue date, mais qui, à la faveur de ces rencontres hebdomadaires, fut plus éclatante que jamais, les représentants du patronat ont en effet rabâché quelques principes jusqu'à épuisement des cerveaux: flexibilité, flexibilité, flexibilité! Mais aussi: faciliter les licenciements! Et également: déréglementer le droit du travail dans son ensemble! Et encore: mobilité imposée, possibilité de restructurations sans plan social, fin du CDI. On en passe et des meilleurs...

Dans ce climat, il est difficile, sinon impossible, d'imaginer qu'un compromis «le plus large possible» soit signé – même si nous observerons avec attention l'attitude de la CFDT. Le ministre du Travail, Michel Sapin, a pourtant prévenu: «Un accord devra être trouvé d'ici vendredi.» Mais quel accord? Autant le dire. Si François Hollande devait accepter et transformer en projet de loi un texte signé par le Medef et quelques syndicats seulement, l'histoire Antisociale avec un grand «A» serait au rendez-vous de ce gouvernement.

Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30

Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

Lundi 14 janvier Conseil départemental PCF74

Mardi 15 janvier réunion MJCF 74

Mercredi 16 janvier 19H Conférence Université populaire « La justice pénale internationale » IUT amphi A252

Assemblée Générale de l'Alterlocal

Vendredi 17 janvier réunion section Annecy sur le PCF

Jeudi 24 Janvier 20h30 à l'Agora Bonneville Y-A T-IL UNE VERITE EN ECONOMIE ?

Samedi 26 et dimanche 27 janvier Conférence départementale PCF74

Samedi 26 janvier 15H Square Aristide Briand Thonon Cercle du Silence



SAMEDI 26 janvier 15H à 16H
THONON : Square Aristide Briand

Le cercle de silence est une initiative non violente, apolitique et non-confessionnelle. En participant au cercle de silence, nous exprimons nos convictions dans le calme et le silence.

Pastorale des Migrants, Ligue des droits de l'homme, FCPE, ACO, ACAT, LICRA, SGEN-CFDT, UL.CGT du Chablais, SNUipp, FSU, Attac, Secours populaire, Croix Rouge, ESP 74.

ET VOUS LAUSSET-LES-GRANDS

Nouveau bureau de la Jeunesse Communiste 74 élu ce 12/1 lors de l'assemblée générale



La page Facebook du MJCF74 est ici : <http://www.facebook.com/MJCF74>
On peut le contacter par mël : jeunescommunistes74@gmail.com

Emploi : « nous ne réglerons pas les questions de l'emploi avec plus de précarité » (PCF)

Sur demande du gouvernement, les organisations syndicales et patronales négocient depuis deux jours pour « une meilleure sécurisation de l'emploi ».

Ces discussions étaient censées aboutir à des accords permettant aux salariés une plus grande protection et plus de souplesse pour les entreprises.

Or, depuis le début, le Medef et les organisations patronales ne cherchent qu'à en finir avec le contrat à durée indéterminé (CDI) et tentent d'imposer des accords de « compétitivité-emploi » chers à Nicolas Sarkozy.

En fait, le Medef veut « sécuriser » les licenciements plutôt que les emplois, en faisant reculer les droits individuels et collectifs des salariés à se protéger. Alors que plus de 80% des embauches se font aujourd'hui en CDD, soit une augmentation de 15% depuis 2008, le Medef veut systématiser la précarité.

Ce n'est certainement pas ainsi qu'on luttera contre le chômage, lutte pour laquelle le président de la République et le chef du gouvernement ont appelé à la mobilisation de tous. Nous ne réglerons pas les questions de l'emploi avec encore plus de précarité.

Le parlement doit se prononcer et, au nom de la lutte pour l'emploi, la majorité doit refuser ce qui serait une généralisation de la précarité et un recul des droits sociaux et des droits d'intervention des salariés.

Avec le Front de gauche, dans sa campagne nationale « L'Alternative à l'austérité, c'est possible », le PCF appelle à la mobilisation pour la mise en chantier d'un véritable système de sécurisation de l'emploi. Aujourd'hui, il s'agit d'étendre les droits et pouvoirs des salariés, c'est par là que passe la sécurisation de l'emploi.

Parti Communiste Français,
Paris, le 11 janvier 2013.

Manifestation mariage pour tous : « le gouvernement ne doit pas céder, la société française est prête »

Plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté aujourd'hui contre le droit au mariage pour tous. Les forces de la réaction, la droite, l'extrême droite avaient complaisamment attisé les peurs pour cela. Elles ont cherché à cristalliser à cette occasion les oppositions au changement. Elles ont utilisé pour cela les interrogations d'une partie minoritaire des familles sur le sujet envisagé.

Cette manifestation ne peut faire oublier que la société française dans toute sa diversité est prête et majoritairement favorable à ce que 2 personnes qui s'aiment et souhaitent fonder une famille puissent s'unir – si elles le souhaitent – par les liens du mariage, quelle que soit leur orientation sexuelle.

Le gouvernement ne doit pas céder aux pressions de ceux qui refusent le progrès vers le respect universel de l'égalité des droits et plus simplement de l'amour.

L'histoire avance comme elle a avancé au moment du droit de vote des femmes, des jeunes à partir de 18 ans, de l'IVG. Celles et ceux qui tentent de l'arrêter par les moyens de la peur ou de l'intimidation de l'autre, n'y parviendront pas.

Quel que soit le caractère escarpé de ses chemins, l'émancipation humaine va une nouvelle fois l'emporter, c'est l'opinion du plus grand nombre. C'est l'appel profond de notre peuple et de notre jeunesse, les batailles d'arrière-garde n'y feront rien.

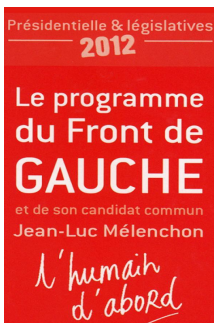
Mali : « L' intervention militaire française comporte de grands risques de guerre »

Le PCF partage l'inquiétude des maliens devant l'offensive armée des groupes djihadistes vers le sud de leur pays. Ces groupes islamistes radicaux, avec leurs pratiques violentes, ont montré le danger qu'ils représentent pour la dignité humaine, pour les libertés, la justice et la stabilité du Mali et de toute la région.

Le PCF exprime une nouvelle fois son inquiétude devant la nouvelle et grave situation créée par la reprise de la confrontation armée au Mali. L'intervention militaire française comporte de grands risques de guerre et d'enlèvement sans véritable solution durable pour le peuple malien et pour la reconstruction du pays. Cette intervention, suscite l'angoisse légitime des familles des otages car la vie de ceux-ci est sérieusement mise en danger. On sait d'ailleurs que Denis Alex, retenu en otage en Somalie, a été assassiné par ses "géôliers" suite à une opération de la DGSE dans la nuit de vendredi à samedi. Cela montre quels sont les périls dramatiques et les limites de ces opérations militaires.

Le PCF rappelle que la réponse à la demande d'aide du Président du Mali aurait dû s'inscrire dans le cadre d'une mission de l'ONU et de l'Union africaine, réalisée sous drapeau de l'ONU, par des forces maliennes et africaines, dans le strict respect de la Charte des Nations-Unies, dans les limites imposées par l'exigence de la souveraineté malienne. La France, ancienne puissance coloniale, ne peut apparaître comme voulant poursuivre les pratiques dominatrices de la "françafrique". Cette intervention militaire n'efface pas la nécessité de la recherche d'une solution politique et d'un dialogue avec les groupes de la rébellion non liés au terrorisme et respectueux de l'intégrité territoriale du Mali. C'est ce que demandent les résolutions de l'ONU.

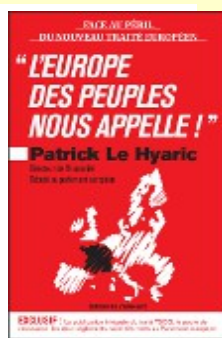
Le PCF demande que les autorités françaises répondent aux lourdes questions posées par une intervention militaire déclenchée sur décision du Président de la République et engagée sans débat préalable au Parlement.



A lire

L'Humain d'abord,
programme du Front
de Gauche.
Demandez-le aux
militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric,
directeur de l'Humanité
et député européen,
décrypte les menaces
du nouveau traité
européen.





Virgin: ce n'est pas aux salariés de payer pour les erreurs des actionnaires

Le CE extraordinaire de ce matin a confirmé la mise en cessation de paiement de Virgin Megastore avec de lourdes conséquences pour l'emploi et pour des milliers de familles en France. Depuis 2 ans, alors que les difficultés financières étaient réelles dans un secteur culturel en grande mutation, les actionnaires du Fonds de pension Butler Capital n'ont pris aucune décision stratégique pour anticiper et sauver les 26 magasins et leurs 1200 emplois.

Ce n'est pas aux salariés de payer pour les erreurs des actionnaires. Butler ne peut donc pas se désengager pour sauver son seul intérêt financier et jeter au chômage les salariés de Virgin, dans une France qui compte aujourd'hui un taux de chômage historique. Virgin vient allonger la liste des activités économiques et industrielles menacées par le capitalisme financier. Il est urgent de voter les lois donnant, comme le revendique l'intersyndicale de Virgin, de vrais pouvoirs aux salariés pour défendre la viabilité de leur entreprise avec de réels projets industriels et de maintien de l'emploi.

Le PCF et ses partenaires du Front de gauche, ses élus et ses militants ont participé le mercredi 9 janvier à la journée d'action des «Virgin».

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, sénateur de Paris a participé au rassemblement à 13h devant le magasin Virgin des Champs Elysées.

Meurtre de 3 militantes kurdes : Le PCF exprime son émotion et sa condamnation

Le PCF exprime avec force son émotion, son indignation et sa condamnation après l'odieux assassinat de 3 militantes kurdes dans leur bureau parisien.

Les Kurdes paient à nouveau un lourd tribut à la juste lutte qu'ils mènent pour la reconnaissance de leurs droits politiques et culturels.

Le PCF réaffirme sa pleine et chaleureuse solidarité avec le peuple kurde et toutes ses organisations qui luttent pour la justice et la liberté.

Une lourde responsabilité pèse sur les autorités françaises pour qu'elles identifient les coupables et les commanditaires afin que ceux ci soient pourchassés et condamnés à la hauteur de ce crime.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et sénateur de Paris s'est rendu ce mercredi matin rue Lafayette à Paris, aux côtés des kurdes pour exprimer son émotion et sa condamnation après l'assassinat des 3 militantes kurdes.

Expulsion d'une nonagénaire : la loi du fric !

En raison d'impayé de loyers, une nonagénaire a été expulsée d'un établissement lucratif des Hauts de Seine à la veille du week-end. C'est la logique du fric qui a primé sur le respect de la personne.

Alors que le gouvernement annonce une loi d'adaptation de la société au vieillissement pour changer le regard sur le grand âge, il y a urgence à sortir de la logique du profit la réponse aux besoins de la perte d'autonomie. Il ne faut pas s'accommoder du diktat du profit lucratif dans le domaine de la réponse aux besoins sociaux.

Le Front de gauche et le PCF proposent une prise en charge à 100% par la sécurité sociale des soins prescrits et le développement des services publics dans le cadre de la perte d'autonomie.

Emmenée au poste à 5 ans pour non paiement de la cantine « De la pure folie! »

Après qu'une personne de 94 ans s'est vue envoyer à l'Hôpital pour non-paiement de la facture de sa maison de retraite, voici qu'on apprend avec effarement qu'une enfant de 5 ans s'est retrouvé au poste de police municipale d'Ustariz dans les Pyrénées-Atlantique parce que ses parents n'avaient pas payé sa cantine. C'est de la pure folie ! Il y a décidément quelque chose qui ne tourne pas rond dans notre société pour que des valeurs aussi élémentaires que sont la solidarité et l'entraide soient à ce point bafoués au nom de la sacro-sainte loi du fric.

Au delà de la légitime et nécessaire condamnation de ces comportements particulièrement inhumains, l'émotion que suscite ces deux affaires doit servir à questionner la société toute entière. Est-ce ainsi que les hommes vivent ? questionnait Aragon dont on vient de célébrer les 30 ans de sa disparition. Plus que jamais l'urgence c'est l'humain d'abord, le slogan prémonitoire du Front de gauche et plus que jamais d'actualité.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

Pilule : « conflit d'intérêts et intérêt des femmes »

Les autorisations de mise sur le marché ont bien été données en toute connaissance de cause, les effets secondaires et les complications potentielles étant connues. Des enquêtes en particulier de l'INSERM les ont confirmées. Pourquoi n'avoir pas pris des décisions plus tôt si elles s'imposent ?

Il faut absolument que des études plus poussées soient entreprises afin de n'alimenter ni des réactions de peur inappropriées, ni une trop grande sérénité. Dans tous les cas, il ne saurait être question de jeter le discrédit sur la contraception féminine. Le débat sur les contraceptions de 3ème et de 4ème générations se poursuit et des questions restent en suspens.

Il faut que les décisions politiques soient prises en toute indépendance des pouvoirs et des lobbying pharmaceutiques dans le seul intérêt des femmes.

Le PCF et ses partenaires du Front de gauche militent pour la création d'un pôle public du médicament assurant un contrôle démocratique des décisions et pesant sur les choix de recherche et de production pour les libérer de la logique financière.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

François Chérèque à la tête de Terra Nova: les étudiants peuvent être inquiets

François Chérèque vient d'être nommé président de Terra Nova. C'est ainsi que l'ancien dirigeant de la CFDT devient la première figure du cercle de pensée ultra-libéral qui veut « rénover la social-démocratie ». Terra Nova ou le « Think Tank » proche du Parti Socialiste et qui propose d'augmenter les frais d'inscription dans les universités jusqu'à 500€ en licence, 1000€ en master et 1 500 en doctorat. Afin de ne être trop éloigné de ce qui peut être proposé par la gauche, Terra Nova ajoute une goutte de charité à cette proposition avec la gratuité pour les boursiers. Bref, pour quelques euros de différences de revenus, gratuité pour l'un, plusieurs centaines d'euros de frais pour l'autre !

Si cette proposition a pour but de permettre de financer les universités asphyxiées par la Loi LRU -Loi que Terra Nova estime être une « évolution concertée [...] de l'ensemble du système »- elle est également censé lutter contre l'absentéisme universitaire. Absentéisme qui, selon Terra Nova, n'est pas imputable au fait qu'à l'heure actuelle qu'un étudiant sur deux doivent se salarier pour survivre mais du manque de « conscience de la valeur de la formation qui leur est dispensée ». Ces propositions qui reflètent une méconnaissance grave des réalités de vie des étudiants, oublient qu'un emploi est un facteur massif d'échec aux examens et que l'absentéisme est justement imputable à cet emploi que les étudiants doivent occuper pour simplement survivre.

C'est donc avec tristesse que nous constatons que la revendication et la colère dont François Chérèque se revendique sont détournées par le rôle qu'il est maintenant appelé à jouer dans le démantèlement des services publics.

Nicolas Malaquin Membre de la coordination de l'UEC

Soutiers des sports d'hiver : deux morts de

trop

<http://www.humanite.fr/social-eco/soutiers-des-sports-d-hiver-deux-morts-de-trop-512185>

C'est un scandale !

Un saisonnier des remontées mécaniques et son amie ont péri, jeudi, dans l'incendie du camion où ils vivaient.

C'est, selon toute vraisemblance, le chauffage d'appoint au pétrole qui a provoqué l'incendie, jeudi soir dernier, à La Clusaz (Haute-Savoie), du camion où vivaient un saisonnier de 20 ans et sa petite amie de 17 ans qui, avec leur chien, ont péri dans les flammes. Lui, originaire d'un village proche, était employé pour la deuxième année consécutive aux remontées mécaniques de la station. Elle, étudiante à Annemasse, l'avait rejoint pour les vacances.

Comme une dizaine d'autres saisonniers, ils avaient installé leur fourgon sur un parking au bord d'un chemin, sans eau ni électricité, à l'entrée de la station. L'an dernier, la mairie avait demandé aux saisonniers en camion de quitter le terrain où ils étaient auparavant. «On nous a dit qu'on constituait une pollution visuelle, a témoigné sur France 3 l'un des jeunes. On nous a parkés ici, où il n'y a pas une minute de soleil dans la journée, ce qui nous oblige à chauffer à fond pour ne pas être à moins 2 degrés. Nos camions sont de véritables bombes. J'ai 5 bonnes de gaz, 40 litres de pétrole, 20 litres de gas-oil. Si on avait eu l'électricité, ce ne serait pas arrivé.»

Lors d'une réunion de crise, vendredi matin, la mairie a autorisé les saisonniers à retourner sur l'ancien terrain et s'est engagée à leur proposer des relogements, tandis que la direction de la station tentait de minimiser le problème: selon elle, sur les 1.200 salariés saisonniers employés, une quinzaine seulement «préfèrent» vivre sur les parkings. Un choix de vie très relatif. «Les jeunes vivent en camion soit parce qu'ils ont des chiens soit parce qu'ils ne veulent pas payer plusieurs centaines d'euros pour un logement alors qu'ils sont payés au SMIC», explique Antoine Fatiga, responsable de la CGT des saisonniers et élu Front de gauche de la région Rhône-Alpes. Pour le syndicaliste, le drame remet sur le devant de la scène le problème criant du logement des saisonniers: «Les grosses structures logent leurs salariés de manière correcte, mais la plupart des employeurs ne proposent pas de logements. Les prix à la location sont ceux proposés aux touristes. Les saisonniers sont obligés de louer à plusieurs, dans des conditions précaires et insalubres. Le tourisme dégage 6 milliards d'euros par an de chiffre d'affaires en Savoie: de l'argent, il y en a pour les loger de manière correcte!»

De son côté, le forum social des saisonniers exige en urgence la mise à disposition de parkings «surveillés, alimentés en eau et électricité» pour les saisonniers «souhaitant» vivre dans leur véhicule et, plus largement, l'obligation pour les employeurs de mettre un logement à la disposition des saisonniers. Le forum a réitéré sa demande au ministre du Travail, Michel Sapin, d'être «reçu et associé aux mesures à prendre pour améliorer les conditions de vie et de travail des saisonniers».

Fanny Doumayrou

Vœux de notre députée européenne Marie-Christine Vergiat

Bonne année 2013

je voudrais d'abord vous présenter à tous et à toutes mes meilleurs vœux pour 2013.

D'abord sur le plan personnel pour vous et vos proches car quel que soit les engagements des un(e)s et des autres, il importe que chacun(e) puisse se réaliser pleinement sur le plan personnel et bénéficier d'un environnement serein.

Sur le plan politique, cette année 2013 sera d'abord et avant tout une année sans échéance électorale. Chose assez rarissime qu'il convient de relever. Ce sera aussi la première fois depuis la création du Front de Gauche et cela mérite aussi d'être souligné. Il est en effet beaucoup plus facile de faire vivre une formation politique en période électorale et depuis sa création le Front de gauche a été confronté à une séquence électorale allant crescendo depuis les élections européennes de 2009 aux élections législatives et présidentielles en passant par les élections cantonales et régionales de 2010 et 2011.

C'est donc un nouveau défi qui s'ouvre devant nous compliqué par le fait que nous avons participé à la victoire de François Hollande et que, depuis lors, le désenchantement gagne pour le moins une partie croissante de l'électorat de gauche.

Nombre d'entre nous n'avait pas beaucoup d'illusions mais quand même : le choc est rude et ce, dans de nombreux domaines qui ne relève pas tous de ce qu'il est convenu d'appeler le réalisme économique, terme assez pratique il faut en convenir car il sert le plus souvent à habiller l'absence de propositions alternatives quand ce n'est pas le renoncement pur et simple à toute volonté de transformation sociale.

Comment oublier avec quelle rapidité le nouveau Président de la République a renié ses engagements sur la renégociation du Traité budgétaire ? Comment ne pas réagir face aux pirouettes en matière fiscale et sociale dont le pacte de compétitivité et les réactions (ou plus exactement l'absence de réactions) gouvernementales face à la multiplication des plans de licenciement ne sont que les exemples les plus significatifs ?

Mais quand on voit le ministre de l'intérieur se couler dans les habits de ses prédécesseurs pour poursuivre les mêmes politiques sécuritaires, reprendre les mêmes objectifs chiffrés vis-à-vis des immigrés ou continuer le démantèlement des camps de Roms, on ne peut que s'interroger sur la motivation de ces choix. Et il en va de même vis-à-vis du renoncement relatif au droit de vote des étrangers non communautaires.

Au moment où, surfant sur les conséquences économiques et sociales de la soit disant crise financière, l'extrême droite dresse la tête dans de nombreux pays européens, il serait temps que ceux et celles qui se réclament des valeurs de gauche tirent les leçons de l'histoire et cessent de gouverner avec comme seul horizon politique un électoralisme de mauvais aloi.

Les justifications de ces reculs sont pour le moins curieux dès lors que les mêmes assument les politiques austéritaires européennes qui démantèlent les acquis sociaux et les services publics sans tenir compte des résistances croissantes que leur opposent notamment les organisations syndicales et qui creusent chaque jour davantage un fossé entre institutions et citoyens européens.

En 1981, François Mitterrand et Robert Badinter avaient eu le courage d'abolir la peine de mort. Le combat était autrement plus difficile vis-à-vis de l'opinion publique. Si l'opinion publique semble aujourd'hui hostile à la citoyenneté de résidence, c'est d'abord et avant tout le résultat de 10 ans de dérapages politiques menés par les plus hauts dirigeants de notre pays. La recherche de boucs émissaires a toujours été l'apanage de la droite. Il serait temps qu'en ce domaine comme dans beaucoup d'autres, le président de la République et sa majorité parlementaire tiennent leurs engagements.

C'est pour les y « aider » que nous devons plus que jamais faire vivre le Front de Gauche dans toutes ses dimensions. J'espère donc que cette année 2013 sera riche en mobilisations citoyennes.

Lettre ouverte d'André Chassaigne à celles et ceux qui s'opposent au mariage des couples de même sexe

Madame, Monsieur,

Le projet de loi « ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe » doit être discuté à l'Assemblée nationale à la fin de ce mois. Je le voterai par conviction, en harmonie avec les valeurs que je défends, celles de « l'humain d'abord ».

Ce texte suscite cependant des questionnements sur la reconnaissance de la diversité des modèles familiaux, sur l'intérêt supérieur de l'enfant, et enfin sur le besoin d'un large débat.

Aussi, je me dois de vous faire part de ma réflexion sur ces points fondamentaux. Je souhaite le faire avec franchise, sans faux-fuyant, au risque de choquer des convictions bien ancrées. Évidemment, je m'exprime avec l'objectif de vous convaincre.

Le mariage est un droit, un droit à un projet de vie commune, fondé sur l'amour et le respect de l'autre.

Sur ce point, le projet de loi qui est soumis au débat et au vote des parlementaires revient en fait à lever une discrimination à l'égard d'hommes et de femmes qui vivent leur amour entre personnes du même sexe. Le droit au mariage leur est aujourd'hui refusé au nom d'un modèle familial unique. Je pense que notre République doit permettre de bénéficier sans exclusion des droits sociaux et professionnels ouverts par la législation, dans le respect des valeurs républicaines d'égalité et de protection pour tous. Comment ignorer, notamment, les conséquences d'une séparation ou d'un décès ?

C'est donc d'abord en terme de droits humains que le problème se pose. Le droit civil n'a pas à priver de l'institution du mariage des femmes et des hommes au prétexte que leur choix sexuel n'entre pas dans des normes définies par « l'état de nature » et dans la relation aux fins de procréation. C'est au contraire parce que nous sommes des êtres humains que nous pouvons penser notre sexualité en lien avec un certain nombre de sentiments, et donc choisir et assumer notre orientation sexuelle. Aussi, me paraît-il aujourd'hui indispensable de permettre que des choix de vie différents ne soient pas facteurs d'exclusion et de souffrances intimes. D'autant que c'est aujourd'hui une réalité sociale qui concerne non seulement les couples existants, mais aussi leurs proches, leurs familles respectives, leurs relations sur les lieux de vie et de travail.

Ce projet de loi suscite aussi des oppositions liées à des questionnements sur la filiation et sur les droits des enfants. Je souhaite là-aussi vous livrer ma réflexion.

Tout d'abord vous dire que les nombreuses études effectuées sur le vécu des enfants de couples de même sexe indiquent que ces enfants ne sont ni plus ni moins malheureux, ni plus ni moins équilibrés que des enfants de couples hétérosexuels. Dans ce domaine, je crois que ce qui importe le plus est bien l'amour dont les enfants peuvent être entourés, en lien avec la démarche éducative et la protection à laquelle ils ont droit de la part de leurs parents. Dans un cas comme dans l'autre, permettez-moi de penser que cela ne dépend ni de l'orientation sexuelle de leurs parents, ni d'une présomption de paternité.

Pour lever certaines réticences, je voudrais insister sur le constat que des milliers d'enfants vivent aujourd'hui avec des parents de même sexe. Or, le droit ne leur permet pas d'avoir des parents à part entière. Leur souffrance d'aujourd'hui, ce n'est pas d'avoir des parents de même sexe, mais bien l'interdiction qui leur est faite d'en avoir avec une reconnaissance sociale. Et s'ils ont à souffrir des regards

extérieurs, n'est-ce pas justement parce que la loi ne leur permet pas de vivre à égalité avec les autres enfants ? Pour être des « enfants de plein droit », n'est-ce pas indispensable qu'ils aient des « parents de plein droit » ?

De plus, ce n'est pas le droit au mariage et à l'adoption pour tous qui fera qu'il y aura plus ou moins de couples homosexuels et plus ou moins d'enfants vivant dans ces foyers. Ce que fera la loi, c'est réparer une injustice, une inégalité. Elle lèvera ainsi une cause de souffrance. N'est-ce pas justement le rôle du législateur de construire des règles juridiques qui permettent une plus grande justice sociale et le bonheur du plus grand nombre ?

Par ailleurs, même si certains sujets peuvent paraître plus prioritaires, je dois vous dire ma satisfaction que le débat se soit levé dans le pays sur ce sujet. Certes, c'est un débat difficile. Il peut bousculer notre culture, notre éducation, voire notre croyance religieuse. Mais il est indispensable. Et ce débat est important puisqu'il traite de la capacité de notre société à vivre ensemble en respectant la liberté et la dignité de chaque individu. Il permet aussi d'apprécier le degré de notre civilisation à devenir plus humaine par la pleine égalité de toutes et tous.

La possibilité pour une société d'inventer de nouvelles normes m'apparaît en effet comme un signe de grande santé et non comme une pathologie. Le rôle du législateur est justement de faire évoluer les éléments juridiques essentiels à l'ordre social. Aussi, le droit se renouvelle-t-il avec les réalités sociales, comme cela a été le cas avec, par exemple, la dépénalisation de l'homosexualité en 1981, l'adoption du PACS en 1999, et toutes les avancées, encore insuffisantes, réalisées pour le droit des femmes (je pense en particulier à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse).

Je suis convaincu aussi que cette évolution constante du droit devra également prendre en compte la question de la PMA (Procréation Médicalement Assistée) pour les couples homosexuels féminins. Notre réflexion doit être, toujours, guidée par notre attachement à l'égalité des droits. Mais, sur cette question, il me paraît indispensable de ne pas occulter les interrogations légitimes sur la bioéthique, liées à cette évolution législative.

Le projet de loi du gouvernement a déjà fait l'objet de nombreux débats à l'initiative de la commission des lois de l'Assemblée nationale. Ces débats doivent aussi se développer dans tous les espaces qui peuvent être ouverts dans cet objectif. Je suis, bien évidemment, disponible pour y participer.

Mais, que ce soit au Parlement ou dans la société, je souhaite qu'ils s'accomplissent dans le respect de la pensée de chacune et de chacun, sans diabolisation ni instrumentalisation.

Grâce à de nombreux échanges, j'ai moi-même beaucoup évolué dans mon positionnement au fil des années. Cette prise de conscience personnelle me fait dire que nous pouvons cheminer les uns vers les autres, comme cela s'est fait dans tant de pays du monde. Sans nourrir l'illusion du consensus, je crois en la vertu d'un débat serein qui ne creuse pas des tranchées inutiles.

Au cœur de cet échange citoyen, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'expression de mes sentiments les meilleurs.

André Chassaigne, député

"Gérard Depardieu, je vous suggère de faire comme votre père communiste et de rejoindre le Parti Communiste"

http://www.editoweb.eu/nicolas_maurly/Gerard-Depardieu-je-vous-suggere-de-faire-comme-votre-pere-communiste-et-de-rejoindre-le-Parti-Communiste_a5936.html

Lettre de Valery Rashkin, membre du Présidium du KPRF, secrétaire du Comité central du Parti Communiste, premier secrétaire du comité du Parti communiste de la ville de Moscou, député de la Douma à Gérard Depardieu, qui a pris la nationalité russe - traduction Nico Maury

Cher Monsieur Depardieu,

Dans votre discours aux journalistes russes vous avez appelé la Russie "un pays avec une grande démocratie". Ce que vous ne savez pas, c'est que des centaines de milliers de personnes ont protesté et continuent à protester contre la fraude lors des élections parlementaires et présidentielles. Les autorités ont réagi par des poursuites pénales contre les dissidents et par un resserrement brutal de la loi sur les rassemblements.

Dans cette "terre de grande démocratie", la police pendant les vacances de Noël disperse des centaines d'enfants jouant dans la neige.

Un jeune de 19 ans emprisonné en Israël pour avoir « refusé de servir dans une armée d'occupation »

<http://jeunescommunistes-paris15.over-blog.com/article-un-jeune-de-19-ans-emprisonne-en-israel-pour-avoir-refuse-de-servir-dans-une-armee-d-occupation-114321590.html>

Article AC pour <http://jeunescommunistes-paris15.over-blog.com/>

Natan Blanc a 19 ans. Depuis 2 mois, il croupit en prison. Sa faute : être un « objecteur de conscience », autrement dit avoir refusé de faire son service militaire dans une armée d'occupation.

Le 19 novembre dernier, Natan se rend au centre d'enrôlement pour y exprimer son refus de servir. Arrêté sur le champ, il est placé sous détention pendant 10 jours. Une sanction reconduite trois fois.

Natan est lucide sur les méthodes d'intimidation de l'armée israélienne. Dans un entretien téléphonique avec un journal israélien (Haaretz), il comprenait que l'armée voulait le faire plier pour qu'il renie ses convictions et s'engage.

Hors de question pour lui : « Je ne veux pas aller un médecin psychiatrique, comme d'autres l'ont fait (pour obtenir une exemption) », dit-il. « Je ne vais pas jouer la comédie ».

A l'origine de ce choix courageux, le souvenir encore frais de l'opération dite « Plomb durci » contre la population de Gaza en 2009. L'expérience du racisme ordinaire, les images de la violence de la guerre, les souffrances infligées à une population civile innocente.

C'est ce qu'il exprime dans sa déclaration de refus : « La vague de militarisme agressif qui s'est emparé du pays, cette haine mutuelle entretenue, voilà ce qui m'a motivé dans ma décision (...) Il est clair à l'heure actuelle que ce gouvernement, comme le précédent, n'a pas intérêt à trouver une solution à la situation actuelle mais plutôt à maintenir le statu quo. Ils sont prêts pour un deuxième « Plomb durci » : on va parler de dissuasion, tuer quelques terroristes, des civils vont mourir des deux côtés, et on va préparer une nouvelle génération à cultiver la haine, dans les deux camps. Nos représentants peuvent continuer à alimenter ce cercle sanglant, sans fin. Nous, en tant que citoyens et êtres humains, avons un devoir moral : celui de refuser de participer à ce jeu cynique ».

Décidé à ne pas tuer pour une cause douteuse, Natan désire sauver les vies. Il l'a dit aux juges comme aux officiers, il a

Dans cette "terre de grande démocratie", un ancien ministre de la défense, qui par des stratagèmes frauduleux a été volé plus de 4 milliards de roubles, est toujours en cavale.

Enfin, dans ce "pays de grande démocratie", les médecins et les enseignants ont un niveau de vie identique à celui des travailleurs non qualifiés, les personnes âgées ne peuvent pas survivre avec une maigre pension et mendient ou font les poubelles.

Si vous aimez et appréciez la Russie, vous devez savoir qu'elle est en danger. Je vous suggère de faire comme votre père communiste et de rejoindre le Parti Communiste de la Fédération de Russie pour défendre ses idéaux.

Selon tous les sondages indépendants les idées socialistes en Russie ont de plus en plus de soutien populaire. Le pays peut rapidement basculer à gauche. Les membres de notre parti sont prêts à vous rencontrer et de discuter du programme de notre parti - un excellent programme pour reconstruire le pays. Nous aimons tous la nature de notre pays, notre histoire, notre culture. L'amour pour le pays doit être actif, sinon nous allons bientôt le perdre.

Cordialement,

l'intention d'assurer un service civil dans le Magen David Adom : l'équivalent israélien de la Croix rouge.

Il est à l'heure actuelle le seul prisonnier à avoir refusé l'enrôlement. Même si durant l'opération « Pilier de défense » en novembre dernier, plusieurs autres citoyens ont refusé de servir.

Parmi ces 400 codétenus, pour la plupart emprisonnés pour désertion ou pour des refus de servir non-motivés par des raisons idéologiques, son engagement a suscité un intérêt inédit : « Nombre d'entre eux sont intéressés de savoir pourquoi je refuse de servir, il me pose des questions » confie Natan. « Beaucoup m'avouent que c'est la première fois qu'il rencontre quelqu'un vraiment de gauche ».

Nos camarades de la Jeunesse comme du Parti communiste d'Israël mènent campagne actuellement pour la libération de Natan Blanc, pour faire avancer la prise de conscience – dans une société coloniale dominée par le racisme – de l'injustice de la colonisation et de l'occupation.

Rappelons cette phrase de Marx, plus que jamais d'actualité : « Toute nation qui en opprime une autre ne peut pas être libre ».



Affiche du mouvement Yesh Gvul (vétérans qui ont refusé de servir lors de la guerre du Liban) : "Libérez Natan Blanc"